AFRICAN UNION

الاتحاد الأفريقي

UNION AFRICAINE

UNIÃO AFRICANA

Addis Ababa, ETHIOPIA P. O. Box 3243 Telephone 517700 Cables: OAU, ADDIS ABABA
Website: www.africa-union.org

SC9956

CONSEIL EXÉCUTIF
Vingt-troisième session ordinaire
19 – 23 mai 2013
Addis-Abeba (Éthiopie)

EX.CL/785(XXIII)v
Original: anglais

RAPPORT DU SOUS-COMITÉ SUR LES CONTRIBUTIONS

RAPPORT DU SOUS-COMITÉ SUR LES CONTRIBUTIONS

1. La réunion du Sous-comité sur les contributions a eu lieu le 13 mai 2013 en vue d'examiner le rapport sur l'Etat de contributions des États membres et des partenaires au titre du budget 2013 de l'Union africaine.

Participation

2. La réunion a été présidée par son S.E. Madame Amoko Holadem Kouvahe, Ambassadeur du Togo avec la participation des représentants des États membres suivants

i) Algérie
ii) Burkina Faso
iii) Tchad
iv) République Démocratique du Congo
v) Gabon
vi) Nigeria
vii) Rwanda
viii) Seychelles
ix) Sierra Leone
x) Afrique du Sud
xi) Soudan
xii) Swaziland
xiii) Togo

Adoption de l'ordre du jour

3. Le Sous-comité a adopté les points de l'ordre du jour ci-après proposés par la Commission:

i) Ouverture ;

ii) Organisation des travaux ;

iii) Adoption de l'Ordre du jour

iv) Examen du rapport sur les arriérés de contributions des États membres et des partenaires au 15 mai 2013

v) Questions diverses.

Ouverture de la séance

4. Dans son allocution liminaire, la Présidente du Sous-comité a exprimé sa gratitude aux membres pour leur participation et a souligné l'importance de la réunion. Elle a ensuite invité le représentant de la Commission à présenter le rapport.

5. Le Représentant de la Division Budget et Programmation a informé les participants que le rapport sur les contributions présenté aux États membres couvrait la période allant jusqu'au 15 mai 2013.

6. Dans sa présentation du rapport, il a souligné que sur le montant de **278.226.622 dollars** représentant le budget approuvé pour l'Union africaine pour l'exercice 2013, la somme de **122.866.637 dollars a** été répartie entre les États membres et **155.359.986 dollars** ont été attribués aux partenaires.

7. Selon le rapport sur les contributions, mis à jour et porté en annexe au présent rapport, le montant total des reçues pour la période du 1er janvier au 15 mai 2013 s'élevait à **77.373.266,41 dollars**, dont **54.125.503 dollars** représente les contributions statutaires des États membres pour l'exercice 2013, **23.220.610,90** d**ollars** le solde des arriérés au 31 décembre 2012 et **27.152.50 dollars** les paiements de contributions anticipés au titre du budget de l'exercice 2014.

8. Les contributions reçues au cours de l'année représentaient 47% du montant total des contributions dues par les États membres au début de l'année. Le représentant de la Commission a en outre déclaré que 15 des 54 États membres avaient payé la totalité de leurs contributions, dont 3 ont versé leurs contributions par anticipation. Vingt-deux États membres sont actuellement redevables envers la Commission, dont 10 ont des arriérés et 14 doivent encore payer leurs contributions statutaires pour l'exercice en cours.

9. Pendant les 5 mois de l'exercice 2013, un montant de **22,6 millions de dollars** seulement, soit 3%, a été reçu des partenaires au titre du financement des différents programmes de la Commission de l'UA, sur un montant total promis de **160,73 millions de dollars.**

10. S'agissant des sanctions, le représentant de la Division Budget et Programmation a informé les participants que selon l'état des contributions au 15 mai 2013, seul un État membre, à savoir Sao Tome & Principe accusait un retard d'au moins deux ans ou plus dans le paiement de sa contribution. Il a demandé à ce que le Sous-comité recommande l'application, par le COREP, des dispositions du Règlement financier de l'UA sur les arriérés de contributions (FRR/Art.126 (3.a) du 25 - 29 juillet 2006), selon lesquelles tout État membre qui est en retard dans le paiement des cotisations pour deux ans entiers soit placé sous sanctions.

11. La Guinée Bissau, et le Madagascar sont déjà sous sanctions pour défaut de payement et la situation de ces pays cités demeurent inchangés au 15 Mai 2013.

12. Il a ajouté que même si la Somalie est en retard dans le paiement de sa contribution au titre du budget de l'Union africaine, aucune sanction n'a été proposée contre cet État membre, conformément à la Décision du Conseil exécutif d'exclure la Somalie de la liste des pays soumis à des sanctions [EX.CL/Dec.700 (XXI)] et le Sous – comité devra décider des mesures à prendre puisque le nouveau gouvernement est déjà en place

13. L'exonération temporaire accordée à la République démocratique du Congo n'est plus en vigueur, étant donné que la RDC s'est acquittée de ses engagements en payant tous ses arriérés de contributions.

14. Evoquant le sujet sur le barème de contribution statutaire, le Représentant de la Commission a rappelé que le comité ministériel sur le barème de contribution a recommandé de revoir le taux qui sera fixé pour e deux Soudan conformément à la Décision [EX.CL/Dec.700(XXI)].

15. Après avoir pris note du rapport présenté par la Commission, la Présidente du Sous-comité a donné la parole aux membres pour leurs commentaires et observations.

Au cours des discussions qui ont suivi, les membres ont :

i) félicité la Commission pour son rapport précis et bien rédigé ;

ii) salué les 12 États membres qui ont payé leurs contributions en totalité et les pays qui ont fait des versements anticipés ;

iii) exprimé leur préoccupation sur le retard accusé par certains États membres dans le paiement de leurs contributions statutaires et ont souligné que les pays ayant des arriérés devraient être encouragés à régler toutes leurs dettes respectives envers l'Union africaine ;

iv) rappelé à la Commission d'envoyer régulièrement une note verbale pour informer les États membres de leurs arriérés de contributions;

v) la délégation des Seychelles a émis des doutes quant aux arriérés de contributions des Seychelles indiqués dans le présent rapport et a demandé à ce qu'une réunion conjointe entre la Commission de l'UA et la République des Seychelles soit organisée le 15 mai 2013 ; le montant total des arriérés est de 685.074,08 $EU ;

vi) exprimé la nécessité de féliciter la République Démocratique du Congo d'avoir honoré ses engagements

vii) rappelé que la décision sur l'exemption temporaire de la République de Somalie est valable jusqu'en fin 2013, d'où la nécessité de rappeler à la Somalie qu'elle devra commencer à s'acquitter de sa contribu5tion en 2014 ;

viii) a souligné la nécessité d'intégrer la note explicative concernant le déficit budgétaire de 1,92% du aux deux républiques du Soudan et du Soudan du Sud, et exprimé sa préoccupation quant aux 2% fixés temporairement au Soudan en attendant une nouvelle proposition sur la base du rapport d'évaluation du consultant;

ix) demandé le statut de la proposition attendue sur le nouveau barème des contributions et invité instamment la Commission à faciliter le travail à cet égard ; pour permettre au sous-comité de faire une proposition concernant le montant minimum à payer par les petits États insulaires pour éviter toute sanction en raison de leur vulnérabilité tel que demandé au préalable aux termes de la décision EX.CL/Dec.756 (XXII) par. 8;

x) demandé des informations sur les partenaires en vue d'identifier ceux qui respectent leurs engagements et ceux qui ne le font pas régulièrement pour permettre au Sous-Comité de faire une recommandation à cet effet;

xi) Exprimer ses préoccupations sur certains départements de la Commission qui omettent toujours de présenter des rapports aux partenaires en créant ainsi des retards dans le déblocage des fonds;

Réponse de la Commission

i) réagissant à ces observations et commentaires, le représentant de la Direction des finances a informé la réunion qu'une lettre de rappel est envoyée tous les trimestres aux États membres. Toutefois, la Commission continuera de rappeler régulièrement aux États membres la situation de leurs arriérés de contributions;

ii) en ce qui concerne l'examen du barème des contributions, il a été expliqué que cet examen était conforme à la Décision du Conseil exécutif (EX.CL/Dec.718 (XXI)) demandant de procéder à une révision générale du barème des contributions en 2013 en tenant compte des répercussions de l'indépendance de la République du Soudan du Sud sur la République du Soudan ;

iii) il a également observé que la situation reflète le faible niveau de mise en œuvre des programmes au cours du premier trimestre de 2013,parce que la mise en œuvre et les rapports des Programmes a été entravée par des problèmes tels que le manque de fonds des partenaires pour financer les projets approuvés et l'incapacité des départements à faire rapport des résultats et à accéder aux fonds disponibles dans les délais convenus.

16. Le Sous-comité a formulé les recommandations suivantes :

Recommandations :

i) **Félicite** les pays qui sont à jour de leurs contributions ;

ii) **Invite** les États membres à verser leurs contributions à temps et encourage les États membres qui ont des arriérés de contributions, à payer intégralement les sommes dues ;

iii) **Félicite** la République démocratique du Congo d'avoir honoré ses engagements et **Recommande** la levée de l'exonération temporaire accordée à la RDC;

iv) **Recommande** le maintien des sanctions imposées aux États membres suivants :

1) République de Guinée Bissau ; et
2) Madagascar.

v) **Recommande** d'imposer des sanctions à l'encontre de Sao Tome & Principe;

vi) **Demande** à la République de Somalie de de se rapprocher de la Commission en vue de trouver un accord sur le payement de ses arriérés et **Demande** qu'un rapport intérimaire sur la question soit présenter à la prochaine session du conseil Exécutif.;

vii) **Exprime** la préoccupation des Etats membres sur les retards encourus par la Commission dans la production des rapports aux partenaires et **Demande** à la Commission de réprimander les départements qui ne présentent pas à temps leurs rapports aux partenaires en vue d'accéder aux fonds de partenaires dans le délai imparti

17. Aucune question n'ayant été soulevée au titre des Questions diverses, la séance a été levée à 17h45.

ÉTAT DES CONTRIBUTIONS
DE L'UNION AFRICAINE
15-May-13

N°	ÉTAT MEMBRE	BARÈME DE CONTRIBUTIONS	CONTRIBUTIONS DUES				CONTRIBUTIONS REÇUES EN 2012				CONTRIBUTIONS DUES			
			TOTAL DES CONTRIBUTIONS STATUTAIRES POUR L'EXERCICE 2013	ARRIÉRÉS JUSQU'AU 31 DÉCEMBRE 2012	CONTRIBUTIONS PAYÉES À L'AVANCE (JUSQU'AU 31 DÉCEMBRE 2012)	TOTAL DÛ AU 1er JANVIER 2012	CONTRIBUTIONS STATUTAIRES AU TITRE DE L'EXERCICE EN COURS (2013)	ARRIÉRÉS JUSQU'AU 31 DÉCEMBRE 2012	CONTRIBUTIONS PAYÉES À L'AVANCE AU TITRE DE L'EXERCICE 2014	TOTAL	CONTRIBUTIONS STATUTAIRES AU TITRE DE L'EXERCICE EN COURS (2013)	ARRIÉRÉS JUSQU'AU 31 DÉCEMBRE 2012	CONTRIBUTIONS PAYÉES À L'AVANCE POUR L'EXERCICE 2014	CONTRIBUTIONS DUES
1	Algérie	13.27	16,305,631.40	0.00	0.00	**16,305,631.40**	16,305,631.40			**16,305,631.40**	(0.00)	0.00	0.00	**(0.00)**
2	Angola	3.83	4,704,563.53	0.00	0.00	**4,704,563.53**				**0.00**	4,704,563.53	0.00	0.00	**4,704,563.53**
3	Bénin	0.40	491,466.55	45,946.47	0.00	**537,413.02**				**0.00**	491,466.55	45,946.47	0.00	**537,413.02**
4	Botswana	1.02	1,250,782.36	(0.00)	0.21	**1,250,782.15**				**0.00**	1,250,782.15	(0.00)	0.00	**1,250,782.15**
5	Burkina Faso	0.49	598,360.52	(0.00)	20,292.01	**578,068.51**				**0.00**	578,068.51	(0.00)	0.00	**578,068.51**
6	Burundi	0.06	77,405.98	50.06	0.00	**77,456.04**	77,375.00			**77,375.00**	30.98	50.06	0.00	**81.04**
7	Cameroun	1.86	2,287,776.78	691,514.72	0.00	**2,979,291.50**				**0.00**	2,287,776.78	691,514.72	0.00	**2,979,291.50**
8	Cap-Vert	0.12	146,211.30	290,544.94	0.00	**436,756.24**		100,000.00		**100,000.00**	146,211.30	190,544.94	0.00	**336,756.24**
9	République centrafricaine	0.12	143,753.97	188,481.84	0.00	**332,235.80**				**0.00**	143,753.97	188,481.84	0.00	**332,235.80**
10	Tchad	0.29	351,398.58	29,684.67	0.00	**381,083.25**				**0.00**	351,398.58	29,684.67	0.00	**381,083.25**
11	Comores	0.03	41,774.66	42,848.51	0.00	**84,623.16**				**0.00**	41,774.66	42,848.51	0.00	**84,623.16**
12	Congo	0.58	708,940.50	627,952.97	0.00	**1,336,893.47**	159,388.50	627,952.97		**787,341.47**	549,552.00	0.00	0.00	**549,552.00**
13	République démocratique du Congo	0.56	692,967.83	2,245,923.74	0.00	**2,938,891.57**		2,245,923.74		**2,245,923.74**	692,967.83	(0.00)	0.00	**692,967.83**
14	Cote d'Ivoire	1.72	2,110,848.82	0.00	9,911.30	**2,100,937.53**				**0.00**	2,100,937.52	0.00	0.00	**2,100,937.53**
15	Djibouti	0.08	92,149.98	0.01	4.02	**92,145.96**				**0.00**	92,145.96	0.01	0.00	**92,145.96**
16	Égypte	13.27	16,305,631.40	0.00	0.00	**16,305,631.40**				**0.00**	16,305,631.40	0.00	0.00	**16,305,631.40**
17	Guinée Équatoriale	1.02	1,249,553.70	1,791,962.36	0.00	**3,041,516.06**	242,706.82	1,791,962.36		**2,034,669.18**	1,006,846.88	0.00	0.00	**1,006,846.88**
18	Érythrée	0.11	130,238.64	0.00	0.00	**130,238.64**				**0.00**	130,238.64	0.00	0.00	**130,238.64**
19	Éthiopie	1.15	1,409,280.33	0.00	2,000.00	**1,407,280.33**	1,409,280.33			**1,409,280.33**	(2,000.00)	0.00	0.00	**(2,000.00)**
20	Gabon	0.81	997,677.09	(0.00)	1,077,436.47	**(79,759.38)**				**0.00**	(79,759.38)	(0.00)	0.00	**(79,759.38)**
21	Gambie	0.04	45,460.66	1,177.41	0.00	**46,638.07**	45,460.66	1,177.41		**46,638.07**	(0.00)	0.00	0.00	**(0.00)**
22	Ghana	1.06	1,296,243.02	1,466.26	0.00	**1,297,709.28**				**0.00**	1,296,243.02	1,466.26	0.00	**1,297,709.28**
23	Guinée	0.28	337,883.25	0.00	0.57	**337,882.68**	337,883.00			**337,883.00**	(0.32)	0.00	0.00	**(0.32)**
24	Guinea Bissau	0.02	23,344.66	46,555.84	0.00	**69,900.50**				**0.00**	23,344.66	46,555.84	0.00	**69,900.50**
25	Kenya	1.99	2,449,960.74	4,422,541.18	0.00	**6,872,501.92**		685,316.26		**685,316.26**	2,449,960.74	3,737,224.92	0.00	**6,187,185.66**
26	Lesotho	0.17	208,873.28	0.00	103.04	**208,770.25**	208,770.24		103.04	**208,873.28**	0.00	0.00	103.04	**(103.03)**
27	Liberia	0.04	45,460.66	65.00	0.00	**45,525.66**	45,395.66	65.00		**45,460.66**	65.00	0.00	0.00	**65.00**
28	Libye	13.27	16,305,631.40	0.00	0.00	**16,305,631.40**				**0.00**	16,305,631.40	0.00	0.00	**16,305,631.40**
29	Madagascar	0.45	556,585.87	1,264,936.08	0.00	**1,821,521.94**				**0.00**	556,585.87	1,264,936.08	0.00	**1,821,521.94**
30	Malawi	0.16	199,043.95	0.00	198,559.67	**484.28**	50.00			**50.00**	434.28	0.00	0.00	**434.28**
31	Mali	0.52	637,677.85	590,887.95	0.00	**1,228,565.79**				**0.00**	637,677.85	590,887.95	0.00	**1,228,565.79**
32	Mauritanie	0.23	276,449.93	(0.00)	0.00	**276,449.93**				**0.00**	276,449.93	(0.00)	0.00	**276,449.93**
33	Maurice	0.69	844,093.80	0.01	0.00	**844,093.80**	844,093.80			**844,093.80**	(0.00)	0.01	0.00	**0.00**
34	Mozambique	0.51	624,162.52	0.01	0.01	**624,162.51**				**0.00**	624,162.51	0.01	0.00	**624,162.51**
35	Namibie	0.71	872,353.12	(0.00)	0.00	**872,353.12**	872,353.12			**872,353.12**	0.00	(0.00)	0.00	**0.00**
36	Niger	0.27	336,654.59	443,881.70	0.00	**780,536.29**				**0.00**	336,654.59	443,881.70	0.00	**780,536.29**
37	Nigeria	13.27	16,305,631.40	15,971,342.71	0.00	**32,276,974.10**	16,305,631.40	15,971,342.71	12,281.29	**32,289,255.39**	0.00	0.00	12,281.29	**(12,281.29)**
38	Rwanda	0.22	273,992.60	(0.00)	0.52	**273,992.08**				**0.00**	273,992.08	(0.00)	0.00	**273,992.08**
39	RASD	0.02	19,658.66	0.00	4,196.84	**15,461.83**				**0.00**	15,461.82	0.00	0.00	**15,461.83**
40	Sao Tomé & Principe	0.01	12,286.66	23,184.87	0.00	**35,471.53**				**0.00**	12,286.66	23,184.87	0.00	**35,471.53**
41	Sénégal	0.86	1,055,424.41	1,015,489.91	0.00	**2,070,914.32**				**0.00**	1,055,424.41	1,015,489.91	0.00	**2,070,914.32**
42	Seychelles	0.07	82,320.65	815,406.64	0.00	**897,727.28**		130,347.86		**130,347.86**	82,320.65	685,058.78	0.00	**767,379.42**
43	Sierra Leone	0.13	153,583.30	153,035.45	0.00	**306,618.74**		153,035.45		**153,035.45**	153,583.30	(0.00)	0.00	**153,583.29**
44	Somalie	0.18	223,617.28	707,099.68	0.00	**930,716.96**				**0.00**	223,617.28	707,099.68	0.00	**930,716.96**
45	Afrique du Sud	13.27	16,305,631.40	0.38	0.00	**16,305,631.78**	16,305,631.40			**16,305,631.40**	(0.00)	0.38	0.00	**0.38**
46	Soudan du Sud	0.60	735,971.16	367,286.01	0.00	**1,103,257.17**				**0.00**	735,971.16	367,286.01	0.00	**1,103,257.17**
47	Soudan	2.00	2,457,332.74	8,569,083.22	0.00	**11,026,415.96**				**0.00**	2,457,332.74	8,569,083.22	0.00	**11,026,415.96**
48	Swaziland	0.30	363,685.25	443,808.63	0.00	**807,493.88**		443,808.00		**443,808.00**	363,685.25	0.63	0.00	**363,685.88**
49	Tanzanie	1.05	1,283,956.36	1,599,888.37	0.00	**2,883,844.72**		1,069,679.15		**1,069,679.15**	1,283,956.36	530,209.22	0.00	**1,814,165.57**
50	Togo	0.18	217,473.95	0.00	0.00	**217,473.95**				**0.00**	217,473.95	0.00	0.00	**217,473.95**
51	Tunisie	3.01	3,694,599.77	667,048.17	0.00	**4,361,647.94**				**0.00**	3,694,599.77	667,048.17	0.00	**4,361,647.94**
52	Ouganda	0.81	990,305.09	804,562.23	0.00	**1,794,867.33**				**0.00**	990,305.09	804,562.23	0.00	**1,794,867.33**
53	Zambie	0.80	984,161.76	0.00	18,310.09	**965,851.67**	965,851.67		14,768.18	**980,619.85**	0.00	0.00	14,768.18	**(14,768.18)**
54	Zimbabwe	0.15	189,214.62	150.06	0.00	**189,364.68**				**0.00**	189,214.62	150.06	0.00	**189,364.68**
	TOTAL	**98.08**	**120,505,140.24**	**43,863,808.04**	**1,330,814.75**	**163,038,133.52**	**54,125,503.00**	**23,220,610.90**	**27,152.50**	**77,373,266.41**	**65,048,822.48**	**20,643,197.13**	**27,152.50**	**85,664,867.11**
	BUDGET 2013	100.00	122,866,637.00				**45%**	**53%**		**47%**				
	Écart entre le budget et les contributions statutaires	(1.92)	(2,361,496.76)											

AFRICAN UNION UNION AFRICAINE

African Union Common Repository **http://archives.au.int**

Organs Council of Ministers & Executive Council Collection

2013

Report of the sub-committee on contributions

African Union

African Union

http://archives.au.int/handle/123456789/4341

Downloaded from African Union Common Repository